Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

4 novembre 1993 - n° 1146
Hebdomadaire romand
Trentième-et-unième année

Devoir de dévouement

Le 23 juillet, un bébé de 14 mois a trouvé la mort dans l'incendie d'une tente à Gossau, dans le canton de Saint-Gall. Le feu serait l'œuvre d'un enfant de deux ans qui jouait avec des allumettes. Aucune autre précision n'est fournie sur cet accident.

Le 26 août près de Chermignon, en Valais, un père a tué son fils de neuf ans avant de se donner la mort. L'homme ne vivait plus avec la mère de l'enfant, qui en avait la garde légale. «Les circonstances exactes du drame sont encore inconnues» annonçait l'ATS le 27 août peu après minuit. Elles le resteront pour la très grande majorité des Suisses qui n'ont de toute façon pas été informés de ce drame.

Le 23 septembre, à Goldingen, localité saint-galloise comptant moins de mille habitants, un garçon de six ans «s'est élancé sur la chaussée au moment où survenait une voiture». «Malgré un freinage énergique» l'enfant est mort des suites de ses blessures, à l'hôpital de Zurich. La dépêche de l'ATS tient en six lignes. Fait divers semblable à Herisau (AR) ou «un enfant a été renversé et tué par une voiture» le 30 juin dernier. «Les circonstances de l'accident n'ont pas encore été établies, a fait savoir la police appenzelloise.» Et si elles l'ont été depuis, le public n'en a rien su, aucune nouvelle dépêche n'ayant été rédigée pour apporter ces précisions.

Samedi 16 octobre, les policiers argoviens, alertés par des voisins que l'odeur incommodait, découvrent à Spreitenbach «le squelette d'un enfant de quatre mois ainsi que deux cadavres de chiens». L'enquête établira par la suite que les animaux étaient de race pékinoise et qu'ils avaient été abandonnés, ainsi que le bébé, quatre semaines auparavant par une toxicomane âgée de 31 ans. La mère, immédiatement qualifiée d'indigne par la presse, sera finalement retrouvée près de la scène zurichoise de la drogue et dira avoir espéré que les voisins se portent au secours de l'enfant qu'elle avait laissé dans son berceau. «Lors des premières auditions, son état psychique a été considéré comme normal (...). Elle est donc incarcérable.» Elle a d'ailleurs été placée en détention préventive.

Il est des faits divers qui suscitent davantage l'émotion que d'autres, même si tous ceux que nous avons relevés contiennent les mêmes ingrédients: la mort qui frappe des enfants, des êtres supposés innocents et dépendants. Mais le drame de Spreitenbach contient en plus la transgression d'un tabou: cette mère n'éprouvait pas pour son bébé l'amour maternel qui aurait dû l'empêcher de l'abandonner et qui constitue un des piliers de nos sociétés patriarcales modernes. Dans cette affaire, c'est bien la mère, et elle seule, qui se retrouve au banc des accusés avant d'avoir été entendue par le juge; celui-ci ne fera d'ailleurs que confirmer la condamnation générale en ordonnant la détention préventive dont on peut se demander si elle est conforme aux critères juridiques reconnus: le risque de collusion, de fuite ou de récidive.

Ce grossissement et les réactions qu'il a suscitées rappellent que c'est à la mère qu'incombe la responsabilité de l'enfant. Pas au père, renvoyé en Turquie par la Police des étrangers, plus soucieuse généralement d'assurer le bon ordre que l'unité de la cellule familiale. Pas aux voisins, souvent si prompts à se plaindre pour une stéréo fonctionnant un peu fort mais qui n'entendent pas les cris d'un bébé abandonné et de deux chiens sur un balcon. Pas à son ancien mari, qui charge son ex-épouse auprès des journalistes, mais qui est lui aussi père de trois enfants placés en institution. Pas aux services sociaux dont les filets ont laissé échapper une mère que l'on savait incapable d'assumer un enfant.

L'amour maternel est une «invention» moderne, ce qui ne l'empêche pas, bien sûr, d'être réel et sincère et d'avoir existé bien avant que des historiens ne commencent à l'étudier: il y a deux siècles, deux à quatre enfants sur dix étaient abandonnés à leur naissance et une bonne partie des autres étaient placés en nourrice, souvent dans des conditions qui faisaient de leur mort un fait très divers. Les condamnations sans appel aux manquements contemporains à ce sentiment déclaré universel pour une moitié de l'humanité viennent toutefois rappeler que s'y ajoute un devoir de dévouement imposé aux mères.

Au chevet de la forêt suisse

REPÈRES

Le taux de boisement suisse est de 29% (12 000 km²).

L'industrie du bois occupe 92 000 personnes.

Il y a environ 100 arbres par habitant en Suisse.

Les cantons les moins boisés sont Genève (11%), Uri (17%), le Valais (21%); les plus boisés sont le Tessin (51%) et le Jura (45%).

La Suisse est capable de fournir 7 mio de m³/an; on en exploite environ les deux tiers. Un mètre cube rapporte 95 francs mais en coûte 160 (sans les subventions, chiffres de 1992).

84% des arbres (en forêt) sont à moins d'un kilomètre de la plus proche route forestière.

41% de nos arbres ont plus de 80 ans.

Sur le Plateau et dans le Jura, près d'un arbre sur dix est endommagé par... la récolte de bois.

Sources: U. B. Brändli: *L'Inventaire forestier national, 1993*. Commande: Bibliothèque FNP, Zürcherstr. 111, 8903 Birmensdorf. John L. Innes: *Forest health, its assessment and status*. CAB International, 1993.

(ge) 26 octobre 1993, sur les hauts de Glauenberg (OW), à quatre heures de train/bus de Lausanne: journée de presse organisée par la Direction fédérale des forêts et l'Institut fédéral de la recherche sur la forêt, la neige et le paysage (sic) pour faire le point sur la forêt suisse.

Cinquante personnes, dont trois femmes se rassemblent sur l'alpage; mais en ces temps d'automne, la défoliation est bien entamée, la neige couvre les dégâts aux arbres et le brouillard empêche de voir la «placette-témoin» permettant d'expliquer les mesures faites lors des inventaires.

Cinq quotidiens seulement ont nommément envoyé un journaliste: on sait déjà que l'état de la forêt est trop complexe pour faire les manchettes. Dans le froid glacial, quelques rapides présentations font apparaître qu'au niveau fédéral plusieurs organismes (qui ne tirent pas forcément à la même corde) s'occupent de la forêt. Le volet «inventaires» est imposant, avec un inventaire forestier national (IFN), axé sur la production de bois en Suisse; un inventaire des dégâts aux forêts (IDF), axé jusqu'ici sur la défoliation des houppiers; un programme d'observations permanentes intégrant des mesures multiples (sur peu de placettes); un volet «mesures d'appoint», intégrant des projets aussi divers que les effets des dépôts azotés sur la santé des arbres, d'économie forestière ou de réflexion sur le rôle de la forêt (les mesures d'appoint se taillent une grande part du budget); finalement un service phytosanitaire qui s'intéresse aux bostryches,

dont les dégâts par an rempliraient une file de camions s'étendant de Rorschach à Genève.

Rapidement, il devient évident que l'heure est à la science — les journalistes bâillent. Après les surinterprétations malheureuses des premières années, nous dit-on, il faut maintenant entrer dans une phase objective: l'état de la forêt est stationnaire, il n'y a pas eu mort massive d'arbres; la défoliation des houppiers est un paramètre utile mais insuffisant; on n'a pas pu mettre en relation pollution de l'air et état des forêts; quant aux mesures anti-pollution, elles doivent continuer, car il n'y a pas de raison de les supprimer. Il faut poursuivre aussi les observations en y incluant la flore, le sol, la qualité de l'air... sur un nombre réduit de placettes, dont une à Lausanne.

À la fin des présentations, les autorités obwaldiennes récompensent notre zèle par un *Kaffee fertig* et un flacon de *Pflümlli* pour chacun.

Au chaud dans un restaurant à Saanen, nous sont finalement livrés les chiffres de l'inventaire des dégâts aux forêts 1993: le pourcentage d'arbres exhibant une défoliation supérieure à 25% pour des causes inconnues a augmenté de 2 points en une année, augmentation non significative puisque dans les limites d'erreur de la méthode (5%). Ces chiffres nous sont présentés par un chercheur écossais — la science, contrairement à la politique, est déjà européenne. Mais très (trop) peu de chiffres et d'hypothèses sont livrés, pour ne pas effrayer. L'inventaire complet sera publié au printemps, le temps d'un autre voyage. ■

Monitoring et recherche de causes

(ge) Le temps est donc à la recherche: surveiller la forêt et chercher les causes de son mal-être. Soit. Mais les études proposées vont-elles être suffisantes? Les programmes d'observation (*lire ci-dessus*) coûtent environ 10 millions de francs par an, alors que les subventions aux forêts sont de l'ordre de 200 millions. Les données récoltées (et publiées) jusqu'ici paraissent faibles. Ainsi, les chiffres donnés à la journée de presse permettent à la fois de conclure «que le nombre d'arbres malades a doublé depuis 1985», ou que «l'état de la forêt est presque inchangé». La défoliation est un critère insuffisant, nous dit-on, mais néanmoins c'est le seul qu'on offre au public. En l'absence de chiffres sur une forêt témoin saine (pas d'inventaire des dégâts avant la grande peur d'il y a une dizaine d'années), comment faire de la science? (Les forêts «malades» des années 80 se convertiront probablement en forêts-témoin «normales»).

L'inventaire est-il assez ambitieux? En chiffres absolus, il comprend par exemple 200 sapins. Même bien répartis sur le territoire, ce nombre semble bien insuffisant pour détecter des petits changements sur une longue durée. Les placettes d'observation permanentes commencent à être installées; mais déjà, restrictions budgétaires obligent, on diminue le nombre de paramètres à analyser (ainsi pollution, biologie de l'eau, chauve-souris et papillons ne seront plus étudiés). Mais la plus grande faiblesse de la recherche dans ce domaine, c'est la quasi-absence d'hypothèses de travail sur les causes des dégâts inexpliqués. C'est pourquoi nous espérons que la prochaine journée de presse aura lieu dans un laboratoire ou dans une forêt expérimentale.

Une science non plus uniquement descriptive, des étés pluvieux (halte aux bostryches) ainsi qu'un cours plus élevé de la couronne suédoise (pour arrêter l'importation massive de bois scandinaves) sont les médicaments dont la forêt suisse semble avoir besoin aujourd'hui. ■

La gauche dans la durée à Lausanne

EN CHIFFRES

Au premier tour, Daniel Brélaz (écologiste) arrive en tête de l'élection à la Municipalité de Lausanne avec 10 879 suffrages (majorité absolue: 10 929); il est suivi des trois socialistes: Pierre Tillmans (10 872), Yvette Jaggi (10 774) et Jean-Jacques Schilt (10 556). Suivent Jean-Claude Rosset (libéral, 9445 voix), Olivier Chevallaz (radical, 9386), Doris Cohen-Dumani (radicale, 8941), Dominique Reymond (radical, 8484), Nicole Grin (libérale, 8225).

Le deuxième tour aura lieu les 13 et 14 novembre. Les radicaux ont décidé, malgré leur résultat, de présenter 3 candidats.

(*pi*) Les électeurs lausannois, et on les comprend, n'ont pas éprouvé le besoin d'un renversement de majorité: socialistes, populistes et écologistes continueront d'y détenir ensemble 52 sièges sur 100 au Conseil communal alors que l'écologiste et les trois socialistes qui se représentaient à la Municipalité arrivent largement en tête. Ils manquent même de peu la majorité absolue nécessaire pour une élection au premier tour.

Ce faisant, Lausanne conjure la malédiction qui pesait sur les majorités de gauche, qu'elles fussent à l'œuvre dans des cantons ou dans des grandes villes, qui ne les laissait pas aux commandes au-delà d'une législature. S'ils n'ont pas abusé du pouvoir qu'ils détenaient, les roses-verts lausannois n'ont pas démerité non plus et ont prouvé qu'ils étaient capables de gérer les affaires communales avec au moins autant de compétence que leurs prédécesseurs. L'insuccès de la maladroite opposition commerçante et économique montre que les électeurs ne se sont pas laissé prendre par les arguments simplistes selon lesquels la gauche serait responsable, sinon de la crise, du moins de sa persistance.

Le discours de droite était d'autant moins crédible que les personnes proposées pour reprendre Lausanne en mains manquaient, et c'est peu dire, de la stature et de l'expérience nécessaires.

Logiquement donc, Olivier Chevallaz — dont la discrétion au Conseil national et le mauvais score à l'élection de la Municipalité confirment qu'il n'a pas réussi à se faire un prénom — devrait retourner à ses Finances, alors qu'Yvette Jaggi devrait disposer d'un nouveau mandat de syndique. Elle et ses collègues auront ainsi l'occasion, fait rarissime en Suisse, d'inscrire l'action de la gauche dans la durée. ■

Vaud – Genève

(*ag*) La quasi-simultanéité des élections communales vaudoises et cantonales genevoises est propice aux comparaisons, puisque les deux électorsats sont exposés aux mêmes circonstances économiques.

Réaction commune: le recul écologiste. Certes la protection de l'environnement n'a en rien perdu de son actualité, mais les slogans amplificateurs, tel «Halte à la croissance», ont marqué l'image de ce parti. Au moment où la création d'emplois est la préoccupation première, l'écologie malthusienne est ressentie en porte-à-faux.

En revanche, Genève voit un renforcement libéral alors que le même parti subit un tassement en terre vaudoise. Vaud enregistre un renforcement ou un maintien du centre-gauche (Lausanne, Yverdon, Vevey, Morges, Bex), là où Genève affiche une polarisation des extrêmes. Est-ce l'effet des différences de tempérament? Peut-être. Mais on peut se demander si les Genevois (c'est un Vaudois qui parle) ne se jouent pas un psychodrame dont l'acte I a été, sous la pression démagogique des libéraux, de constituer une liste complète de droite à sept, ce qui ne correspond pas aux forces politiques révélées par les élections au Grand Conseil.

Vraisemblablement, derrière l'artifice des blocs, l'électorat va rétablir une répartition proportionnelle. Mais le centre-gauche, prisonnier d'alliances d'affrontement, ne peut pas ouvertement exploiter ce sentiment. Cette proportionnalité sera jouée en coulisses, elle y perdra de sa force, car elle n'est pas faite que de modération dans la victoire ou d'équité, mais de la conviction que la vérité politique, qui clarifie les positions, n'est pas simple. Elle se dégage à la fois dans la contradiction et le souci de convergence. ■

Visite à UniTobler

(*cfp*) Le quartier de la Länggasse, à Berne, a été créé dans les années qui ont suivi l'installation des autorités fédérales dans cette ville; il s'est développé dans les dernières années du XIX^e siècle, avec l'installation d'entreprises industrielles et de logements pour les ouvriers. Les entreprises quittent maintenant la ville, laissant de vastes bâtiments inoccupés.

Le transfert en périphérie de la fabrique de chocolat Tobler a modifié la planification de l'Université de Berne, désireuse de réunir des instituts dispersés dans la ville. Un projet de construction hors des murs était prêt, mais l'idée en a été abandonnée et les locaux qui sentaient bon le chocolat ont été transformés, tout en maintenant l'emballage. Depuis le début de l'année, deux facultés de sciences humaines y sont installées: l'inauguration a eu lieu récemment et deux journées «portes ouvertes» ont été organisées, qui ont attiré beaucoup de monde, dont des voisins et des ouvriers qui avaient travaillé dans ces bâtiments. C'était la découverte de la réalité d'une université dans la ville et dans son quartier même si l'arrêt du trolleybus indique encore «Tobler», et pas «UniTobler», du nom donné à cette nouvelle affectation.

Un architecte jugerait avec compétence la métamorphose. Contentons-nous de mentionner les bibliothèques, placées dans une verrière occupant l'ancienne cour du premier bâtiment construit à la fin du siècle passé: c'est clair, une vraie invitation au travail et à la lecture. ■

L'indépendance de la presse est-elle soluble par concentration ?

RÉFÉRENCE

Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix - 4/1993; contient notamment les rapports concernant la concentration dans la presse suisse et le boycott d'annonces Smash.

S'obtient à l'OFCIM, 3000 Berne.

(pi) La Commission des cartels a rendu public le rapport sur la concentration dans la presse suisse qui l'occupe depuis deux ans. Très attendu par les éditeurs, les journalistes et les agences de publicité, ce document ne fera de tort à personne.

La commission s'est limitée à constater les concentrations existantes en relevant les effets négatifs qui pourraient en résulter — mais qui, à l'en croire, ne se sont jamais manifestés. Ses conclusions prudentes sont basées sur un travail sommaire. Par manque de moyens, nombre de points ne sont pas étudiés ou sont renvoyés à une future commission d'experts que le Conseil fédéral envisage de désigner et qui serait chargée d'étudier une révision de la constitution à propos du droit de la presse. Dans la lettre accompagnant le rapport envoyé aux journalistes, le secrétaire de la commission appelle d'ailleurs à l'indulgence: «*En cas de critiques quant à nos méthodes d'investigation, nous vous prions de tenir compte des moyens matériels limités qui sont à la disposition de la commission et de son secrétariat.*» Dont acte, mais c'est regrettable.

Edipresse et Publicitas font l'objet de présentations spécifiques, mais sans que les liens unissant ces deux sociétés ne soient sérieusement examinés et commentés. Et la commission en reste au niveau des faits et du recensement des critiques entendues, les groupes mis

en question donnant ensuite leur point de vue. Au lecteur de trancher...

La commission a également étudié de plus près deux cas: Bâle où la *Basler Zeitung* dispose d'un monopole et Genève où la *Tribune de Genève*, la *Suisse*, le *Journal de Genève* et *Gazette de Lausanne* et le *Courrier* sont en concurrence. Pour arriver à cette conclusion: «*Cette comparaison est rendue difficile par l'absence d'informations pertinentes permettant une appréciation qualitative de ces deux marchés. Les intéressés entendus par la commission n'ont pas fourni des informations assez précises et concrètes permettant d'affirmer que la situation est meilleure à Genève qu'à Bâle. A première vue, on ne saurait prétendre que les citoyens de Bâle sont moins bien informés que ceux de Genève. La commission d'experts devrait étudier la question de savoir si une situation de monopole régional*

- donne davantage de moyens financiers pour étendre le volume et la qualité des prestations rédactionnelles,

- permet à l'éditeur de mieux résister à la pression des annonceurs.»

Ce rapport, ses annexes et une autre enquête de la commission sont toutefois l'occasion de commenter la charte du groupe Edipresse, de revenir sur l'aide à la presse et les tarifs préférentiels des PTT et de s'arrêter sur le cas d'un journal qui refuse d'insérer la publicité d'un annonceur. ■

Aide à la presse

TARIF RÉDUIT

Les PTT ont enregistré avec le transport des journaux et périodiques les manques à gagner suivants, pour l'instant non compensés (en millions de francs):

1988	213
1989	226
1990	261
1991	269
1992	305

(pi) Contrairement à nombre de pays européens, la Suisse n'aide que peu ses journaux, alors même que son marché est petit et fractionné par les frontières linguistiques et cantonales. La seule véritable mesure d'aide est à charge des PTT qui transportent les journaux en ne facturant que 40 à 45% des frais effectifs, ce qui leur a coûté 305 millions de francs en 1992. Une réforme était en cours dans le but de supprimer le soutien dont bénéficient une partie des 6400 titres transportés aujourd'hui au tarif réduit et qui regroupe aussi bien des journaux que des bulletins d'associations et des services de presse. Mais par manque de volonté politique dans le choix de critères pour accéder à ce tarif réduit, les changements prévus ont été ajournés. En contrepartie, la Confédération prendra en charge une partie du manque à gagner des PTT et les éditeurs ont accepté une majoration des tarifs. Alors que chacun appelle à une meilleure utilisation des

deniers publics et à l'abandon du principe de l'arrosoir, cette décision est surprenante.

Il est vrai que les grands éditeurs sont partisans des PTT dans ces discussions, ce qui ne les empêche pas de recourir de plus en plus à d'autres services de distribution en milieu urbain pour que le journal soit chez ses abonnés avant 7 heures. La Poste n'assure plus que la distribution la plus coûteuse, hors zone urbaine: elle ne transporte ainsi qu'un tiers des abonnements à la *Tribune de Genève* et un cinquième pour la *Suisse*.

La France connaît aussi des tarifs postaux préférentiels, les quotidiens bénéficiant encore d'allègements supplémentaires, mais avec une limitation quant au type et à la quantité de publicité (en Suisse, le tarif PTT le plus avantageux autorise les journaux à contenir jusqu'à 70% de publicité, le moins avantageux jusqu'à 85%). Les journaux français d'importance nationale dont les recettes publicitaires sont particulièrement faibles peuvent bénéficier d'un subventionnement spécial. Les journaux profitent par ailleurs d'un taux de TVA réduit,

d'une imposition des bénéficiaires à tarif préférentiel, de factures de télécommunication divisées par deux et d'une aide à la diffusion hors des frontières. En contrepartie, les journaux ont une obligation de transparence unique en Europe. La publication d'un impressum complet est exigée dans chaque édition, avec mention du nom du rédacteur en chef et du directeur de publication, mais aussi de son propriétaire ou de ses actionnaires principaux. En outre, les lecteurs doivent être informés lorsque plus d'un tiers des actions ou des droits de vote changent de mains, ce changement devant être approuvé par le conseil d'administration ou de surveillance du journal. ■

La charte Edipresse

(pi) Edipresse a donc adopté — et rendu publique — la charte du groupe. L'éditeur lausannois y reconnaît sa position dominante, qui pourrait encore se renforcer «par suite de nouvelles défections de la concurrence», et les responsabilités qu'elle lui confère. Commentaires.

L'éditeur s'engage à préserver son indépendance sur le plan politique. Ce même souci est affirmé dans les rapports entre l'éditeur et ses publications, celui-là assurant l'indépendance de celles-ci. La sincérité des responsables d'Edipresse sur ce point correspond à des contraintes commerciales: l'indépendance, voire la distance, par rapport aux partis et aux classes dirigeantes, est devenu argument de vente et inscrit dans l'apolitisme ambiant. Et cette profession de foi d'indépendance est précédée d'un saucissonnage du marché et de la répartition des tranches entre les publications du groupe: populaire-bistrot pour le *Matin*, familial pour *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, intello-féminin-dans le vent pour le *Nouveau Quotidien*. La liberté de manœuvre des rédactions vis-à-vis de leur éditeur est certes assurée, mais à l'intérieur d'un créneau intellectuel et commercial prédéfini. Système qui rassure la Commission des cartels: la diversité des opinions pouvant s'exprimer dans la presse n'a pas à souffrir d'une concentration de titres aux mains d'un éditeur puissant. Système qui correspond aussi aux intérêts financiers de l'éditeur: il occupe l'entier du marché, mais ne peut le faire qu'en proposant plusieurs publications.

Au chapitre de la liberté d'expression, on est renvoyé aux chartes rédactionnelles des publications: elles auraient dû être annexées à la charte générale du groupe afin de pouvoir juger sur pièces de la traduction des principes dans les faits. Et ce d'autant plus que l'éditeur entend exercer une influence active auprès des sources d'informations pour faire tomber les obstacles inutiles que rencontrent les journalistes dans l'exercice de leur profession. Faut-il rappeler qu'Edipresse est aussi une source d'in-

formation? On attend encore la publication des comptes consolidés du groupe chapeautant l'ensemble des activités de presse ainsi que ceux par titre, ne serait-ce qu'en gage de la transparence qui est réclamée aux autres.

A faire figurer dans la colonne des actifs pour la profession de journaliste la reconnaissance de leur principal syndicat comme partenaire social et l'engagement de l'éditeur à ne pas profiter de sa situation pour frapper d'interdit un journaliste licencié par un des titres du groupe. L'importance d'Edipresse pourrait finalement être une chance pour la Fédération suisse des journalistes, dont les sections Vaud et Genève vont d'ailleurs fusionner pour répondre à son omniprésence sur le bassin lémanique. Concernant un grand employeur, les accords négociés s'étendent à davantage de travailleurs que dans le cas d'une multitude de petits patrons dont une partie n'applique pas les conventions collectives. Et, pour autant que le syndicat se donne les moyens de lutte nécessaires et sache se montrer à la hauteur de la tâche, les possibilités de pression dont il dispose sont aussi plus importantes. A lui notamment de veiller à ce que la charte Edipresse et celles de ses publications ne s'endorment pas au fond d'un tiroir. ■

Pouce pour la pub

(pi) La décision de Denner de ne plus placer d'annonces dans les journaux du groupe Ringier après la publication d'un article critique dans *Cash* avait fait grand bruit (DP n° 1136 du 26.8.93), comme chaque fois du reste qu'un annonceur tente de faire pression sur une rédaction. Le cas inverse existe aussi. La Commission des cartels a ainsi enquêté sur le refus du magazine de tennis *Smash* d'insérer les annonces d'un distributeur de matériel de tennis s'approvisionnant à l'étranger et ne pratiquant pas les prix imposés par le cartel de sa branche. *Smash*, qui est le seul magazine spécialisé à l'échelle nationale, craint de perdre les annonceurs faisant partie du réseau «officiel» s'il insère les publicités du discounter.

Pour la Commission des cartels, il y a abus de position dominante; elle recommande donc au magazine de changer de pratique, mais renonce à présenter une requête au Département de l'économie publique visant à transformer sa recommandation en décision contraignante. L'affaire, selon elle, ne touche l'intérêt général que marginalement.

Le petit monde du tennis ne sera certes pas bouleversé, que *Smash* donne ou non suite aux recommandations de la commission. Mais il est étonnant de voir que l'organisme chargé de lutter, avec peu de moyens, contre l'abus des cartels ne soutient et ne protège pas davantage les commerçants francs-tireurs qui alimentent concrètement la concurrence. ■

EDIPRESSE

par l'intermédiaire que Presse publications SR SA, société qu'elle détient à 75%, Publicitas possédant les 25% restants, contrôle les quotidiens suivants:

<i>24 Heures</i>	93 400 ex.
<i>Le Matin</i>	58 500 ex.
<i>Le Matin-Dimanche</i>	178 100 ex.
<i>Le Nouveau Quotidien</i>	35 000 ex.
<i>La Tribune de Genève</i>	58 300 ex.

La même société possède des participations notamment à Rhône-Média (le *Nouvelliste*, VS) et à l'Imprimerie du Démocrate (le *Quotidien jurassien*).

Elle édite également *Télé top Matin*, *Femina*, le *Sillon romand*, *Bilan* et *Optima*.

L'INVITÉ DE DP

Police: fragments

MICHEL GLARDON

vice-président de la Ligue suisse des droits de l'Homme (Vaud), député vert au Grand Conseil vaudois.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur: Pierre Imhof (pi)
Ont également collaboré à ce numéro: Gérard Escher (ge)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Yvette Jaggi (yj)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Michel Glardon
Abonnement: 75 francs pour une année
Administration, rédaction: Saint-Pierre 1, case postale 2612, 1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9
Composition et maquette: Murielle Gay-Crosier
Marciano, Pierre Imhof, Françoise Gavillet
Impression: Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens

Antonio H.

Novembre 1990. La Ligue suisse des droits de l'Homme (LSDH) organise une conférence de presse au cours de laquelle l'avocat Jean-Pierre Garbade dénonce les conditions dans lesquelles son client Antonio H. a été violemment arrêté par le «groupe d'intervention» de la police cantonale vaudoise, tabassé au poste de gendarmerie d'Yverdon, laissé dans ses habits souillés et sans soins malgré une côte cassée.

Dix jours plus tard, le nouveau chef du Département de justice et police, Claude Ruey, écrit non pas au vieux militant de la LSDH mais au nouveau député que je suis: «*Bien que j'eusse préféré que vous vous renseigniez avant la conférence de presse, j'estime utile que nous nous rencontrions afin que je puisse vous orienter sur cette force d'intervention et, du moins je l'espère, calmer vos craintes.*»

A tout prendre, autant le subjonctif que la matraque: pourquoi ne pas se voir ?

Rendez-vous avec Claude Ruey et Pierre Aeppli, le commandant de la police cantonale. Discussion ouverte avec deux gentlemen. Ils contestent certes les agissements que nous avons dénoncés, mais tiennent à préciser qu'eux-mêmes font tout ce qu'ils peuvent pour éliminer — si possible préventivement, ils font même appel à un psychologue — les «éléments» douteux qui voudraient jouer à Rambo. Pourquoi douter de leur bonne foi ?

Septembre 1993. Nouvelle conférence de presse de la LSDH avec M^e Jean-Pierre Garbade. La Commission européenne des droits de l'Homme (Strasbourg) vient de décider:

— par 12 voix contre 4 que les circonstances de l'arrestation d'Antonio H. n'ont pas violé l'arti-

cle 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme (interdiction des traitements inhumains et dégradants);

— par 15 voix contre une qu'il y a eu violation du fait que le requérant a dû porter des vêtements souillés;

— à l'unanimité qu'il y a eu violation en raison de l'absence de soins médicaux immédiats.

En conclusion, la plainte est transmise à la Cour de la Haye.

Remarque. Les policiers ne sont pas vraiment blanchis, mais la prison préventive et son service médical sont désormais méchamment mis en cause. Leur chef est aussi Claude Ruey. Cette fois, il ne m'a pas écrit: «*J'eusse préféré que vous vous renseigniez...*» Je lui aurais demandé quelles sanctions ont été prises à l'égard des policiers et des gardiens de prison qui ont non seulement bafoué la dignité d'un prévenu (péché véniel), mais sali la réputation de la Suisse à Strasbourg (ça, c'est grave).

Le commandant

Mars 1993. Extraits d'une lettre: «*... une personne a fait l'objet d'un contrôle d'identité et d'une fouille sommaire... Vous avez fait connaître votre mécontentement quant à cette manière de travailler... Nous sommes naturellement sensibles à votre réaction et souhaiterions pouvoir vous parler plus en détail de la méthode...*»

Rendez-vous est donc pris avec le signataire, le «commandant du Corps de Police de la Ville de Lausanne, Emery» (comme Maigret, il ne semble pas avoir de prénom). Nous divergeons sur l'opportunité et l'efficacité de la politique à l'égard des drogués en général, et de la Brasserie du Lausanne-Moudon en particulier, où les autorités craignent de voir s'instituer un Platzspitz lausannois. J'explique que les contrôles à tout va se concentrent finalement sur les jeunes, les gens de couleur et les personnes à allure marginale. Délit d'allure, sinon de sale gueule. Le commandant Emery, encore un homme charmant, se récrie: ce serait absolument contraire à ses valeurs profondes. Je le crois.

Juin 1993. C'était inévitable, la LSDH doit écrire à la Municipalité à propos d'un nouveau cas de «fouille sommaire», en public cette fois, sur un jeune barbu avec queue de cheval qui se révéla être un honorable employé du CHUV. Une affaire qui n'ira sans doute pas jusqu'à Strasbourg, mais qui pourrait bien monter jusqu'au Tribunal fédéral.

Remarque. Lors de notre rencontre, le commandant Emery m'a déclaré: «*Nous ne voulons pas être une police au service du pouvoir, nous voulons être une police au service de la communauté.*»

La gauche et les écologistes ne pourraient-ils pas réfléchir à cette formule à première vue satisfaisante... et aux moyens de la mettre concrètement en œuvre ? ■

PRÉCISION

Acide, mais pas désespéré

A propos de l'article «*Qu'avez-vous fait de vos quatre ans ?*», DP n° 1143 du 14 octobre.

Faut-il préférer la langue de bois ? Peut-être: distillée par *Domaine public*, la (forte) part sulfureuse de mes propos à l'égard de la politique rose-verte lausannoise en matière d'urbanisme s'est sublimée en pur vitriol. Je complète: le PS manque de culture urbanistique et j'espère qu'il ira la chercher (par exemple chez Droit de cité). L'ébauche actuelle du plan directeur manque de vues politiques, néglige l'espace public et j'espère que cet outil indispensable sera complété.

Acide oui. Désespéré non.

François Jolliet
Lausanne

Les centres patronaux se partagent le travail

RÉFÉRENCE

Jean-Philippe Chenaux et Pierre Weiss: *Partage du travail: la grande illusion*. Octobre 1993. Centre patronal, 1002 Lausanne; Fédération des Syndicats patronaux, case postale, 1211 Genève 11.

(ag) Est-ce la première forme d'une collaboration lémanique ? Le centre patronal vaudois et la Fédération des syndicats patronaux genevois se sont unis pour étudier les thèmes du partage du travail, cette grande illusion, disent-ils. Pour moitié, à l'ouvrage, Jean-Philippe Chenaux (VD) et Pierre Weiss (GE). Au vu des 168 pages, ils ont dû additionner deux temps complets plutôt que chacun un temps partiel. Ça ne fera pas un chômeur en moins, sauf peut-être dans l'industrie du papier et de l'imprimerie. A la lecture de leur bibliographie très complète (une des qualités de cette enquête), on peut être assuré que le partage du travail crée des emplois chez les auteurs et les commentateurs.

Cet essai a le mérite de donner une certaine profondeur de champ à la discussion. Diachroniquement, il renvoie aux idéologies et aux théories économiques qui ont introduit la discussion contemporaine: si la référence à Lafargue est incontournable, on appréciera que les «abondancistes» comme Jacques Duboin ou Martin Weitzmann n'aient pas été ignorés. Synchroniquement, des références utiles sont données sur les expériences diversifiées nationales. Pour la Suisse, rappel complet des propositions faites; il s'appuie sur une revue de presse exhaustive. Donc un bon outil de discussion.

Beaucoup de propositions de réduction du temps de travail, si elles se présentent comme modèle de diminution du chômage, s'exposent à la critique d'être purement arithmétiques: les heures libérées ne correspondent pas à des emplois pouvant être repourvus. Preuve en soit le passage à 39 heures qui, en France, n'a pas freiné la montée du chômage. Mais toutes les propositions ne pèchent pas par arithmétisme. Nous reviendrons sur le sujet.

Les auteurs qui, en conclusion, se contentent de prôner de bonnes conditions-cadre pour l'économie (politique monétaire, budgétaire, formation professionnelle, souplesse dans les conditions de travail...) éludent deux problèmes.

Si le chômage en Suisse se stabilise à 4 - 5 % de la population active, c'est une somme permanente de 6 à 7 milliards qui sera engagée en indemnisations, pour autant bien sûr que la loi sur l'assurance-chômage ne soit pas révisée de manière drastique, ce à quoi beaucoup songent. Dès lors ces milliards ne peuvent-ils servir à promouvoir une politique active du travail et bénéficier aussi à la population active ?

Deuxièmement les nouvelles recherches d'adaptation, y compris celles qui porteront sur les temps du travail, exigeront pour réussir une participation active des syndicats. Un nouveau champ de partenariat pourrait s'ouvrir. Ne faut-il pas saisir cette chance ? ■

ICI ET LÀ

La Société pour la protection de l'environnement organise une table ronde-débat sur le thème **La biodiversité – les espèces en péril**, le 23 novembre de 12.15 à 13.45 heures à l'hôtel Métropole, Quai Général-Guisan 34, à Genève. Participation: 35 francs. Inscription et renseignements: SPE, rue Saint-Ours 6, 1205 Genève.

EN BREF

Dans le périodique *CH-magazine*, du PDC suisse, Michel Pittet, conseiller d'Etat, directeur de l'Economie, des Transports et de l'Energie du canton de Fribourg, a répondu à la question: «Pouvez-vous répondre devant Dieu de votre action politique ?» par ces simples mots: «Oui, s'il est démocrate-chrétien».

Qui occupera le siège de secrétaire général de l'UDC suisse ? Trois partis cantonaux semblent s'y intéresser: l'UDC zurichoise pour la tendance Blocher, l'UDC bernoise qui veut maintenir son acquis et l'UDC grisonne qui représente une tendance rattachée autrefois au Parti démocrate suisse.

Une fabrique de Winterthur produit encore des clous sur des machines vieilles de près de 100 ans. Ces machines sont le domaine d'un ouvrier âgé de 83 ans qui est employé depuis le 22 août 1928. Retraité depuis 1975, on vient le chercher à la maison et on le ramène chez lui une fois la tâche accomplie.

L'Union des Français de Suisse a entendu l'exposé d'un sénateur sur le problème de l'application future des accords de Schengen «alors que la frontière franco-suisse va devenir frontière extérieure européenne pour la France.».

Partageux, la résurrection d'un mot

Quand les idéologues de gauche ont revendiqué le partage des richesses, leurs adversaires s'appuyant notamment sur les réflexes de la classe paysanne ont réussi à rendre péjoratif le mot partage. Les socialistes et les communistes, dès 1848, étaient qualifiés de «partageux».

Or, quel que soit l'aboutissement des propositions sur le nouveau partage (celui du travail, celui du travail et des richesses), le mot a repris du prestige. Même partageux pourra bientôt se porter à la boutonnière !

Dépenses et recettes

AUSTÉRITÉ

Rares sont les fonctionnaires cantonaux qui toucheront la pleine compensation du renchérissement en 1994, ou alors le salaire sera amputé d'une contribution de solidarité. Selon les projets de budgets pour 1994, seuls les cantons de Zoug et d'Appenzell-Rhodes intérieures ne prévoient aucune mesure d'économie sur les salaires ou sur la compensation du renchérissement (les projets de Schwytz, des Grisons et du Tessin ne sont pas encore connus).

Huit cantons, parmi lesquels tous les romands à l'exception du Valais, prévoient une diminution du nombre de fonctionnaires et quatre ne verseront aucune compensation du renchérissement (ZH, SO, AG, VS). Dans plusieurs cantons, l'augmentation annuelle de salaire est aussi remise en question.

(jg) Tous les cantons cherchent à réduire leur déficit. Le canton de Neuchâtel vient à son tour de proposer un paquet de 11 mesures destinées à améliorer sa situation financière. Deux propositions portent sur les recettes: une non-compensation de la progression à froid pour 1994 et une prolongation de la contribution aux mesures de crise. Cette dernière portait sur un montant égal à 2% de l'impôt sur le revenu en 92 et 93. Le conseil d'Etat propose de la maintenir en 94. La compensation de la progression à froid s'effectuait sur la base de l'indice des prix à la consommation.

La répartition de l'effort demandé aux contribuables répond d'assez près aux nécessités de la solidarité. Ceux qui ont un revenu aident les laissés pour compte de l'économie (mesures de crise) et ceux qui ont pu bénéficier d'augmentations de salaire en abandonnent une part plus importante (progression à froid).

Du côté des dépenses, deux catégories sont visées: les charges de personnel et les subventions. En ce qui concerne les salaires, le dispositif prévu est assez singulier: les traitements de base, définis en 1991, sont réduits de 2,5%, mais l'indexation est maintenue. Les augmentations accordées en 92 et 93 sont appliquées à ce nouveau montant et permettent d'établir

un salaire fictif pour 93. Celui-ci servira à son tour de base de calcul pour l'indexation de 94, puis de 95. L'idée est astucieuse. Au retour des beaux jours, il suffira de revenir à la base de 91 pour calculer le manque à gagner des fonctionnaires et proposer des mesures de rattrapage... qui risquent de ponctionner sérieusement la caisse du canton si la reprise se fait attendre! Mais un étalement est ensuite possible. Par solidarité, le Conseil d'Etat demande que cette mesure soit aussi appliquée aux institutions para-étatiques subventionnées.

Les coupures dans les subventions constituent l'autre frein aux dépenses proposé par le canton: réduction de 10% des subventions versées aux communes et aux institutions, des exceptions restant possibles. Il s'agit là d'un classique de la vie politique suisse: on se défait sur l'échelon inférieur. On peut aussi considérer qu'il n'y a pas de raisons de maintenir le niveau des subventions si l'on est soi-même contraint de faire des économies. Le canton de Neuchâtel cherche de toute évidence à répartir au mieux les efforts inévitables. Une potion amère suscite toujours des grimaces, mais elle est tout de même plus supportable si l'on sait que tout le monde devra la boire. ■

CRIMINALITÉ

Surenchère sécuritaire

(jd) Les partis bourgeois n'ont pas résisté à la tentation. Ils ne craignent plus désormais d'affronter ouvertement l'extrême-droite nationaliste, automobiliste et liguarde sur le marché politiquement juteux des craintes populaires. Malheureusement leur parade ne se démarque pas suffisamment des propos simplistes et dangereux de leurs concurrents populistes.

Les démocrates du centre ont ouvert le feu avec le lancement d'une initiative populaire restrictive en matière d'asile. Au cours de l'été les présidents radical et démocrate-chrétien ont emboîté le pas avec des propositions aussi musclées qu'irréalistes.

Des requérants délinquants, on passe maintenant à la criminalité en général et à la nécessaire riposte qu'elle appelle. La semaine passée les trois partis ont signalé en chœur leur préoccupation à ce sujet. Certes chacun évoque la prévention et le dialogue qui doivent immuniser le terrain social contre la délinquance. Mais les mesures concrètes portent d'abord sur la répression: augmentation des effectifs policiers et de la capacité des établissements pénitentiaires.

S'il est normal et souhaitable que des partis gouvernementaux s'emparent des thèmes qui

préoccupent prioritairement l'opinion, on attend d'eux qu'ils les analysent avec soin, qu'ils prennent leurs distances d'avec les idées reçues et proposent des solutions différenciées, aptes à combattre le mal à la racine. Non pas qu'on puisse espérer une société exempte de violence; mais tant qu'à mettre en œuvre des moyens financiers supplémentaires, qu'ils visent au moins l'efficacité la plus grande et non l'illusion de sécurité que peuvent éveiller la vue de l'uniforme et la multiplication des prisons.

Deux pistes de réflexion que nous suggère l'actualité et non sans rapport avec la question de la sécurité, où l'on aimerait voir ces partis s'engager concrètement.

Aux Etats-Unis, on estime qu'un pourcent de chômage supplémentaire provoque annuellement 18 000 décès par infarctus, 110 000 délits contre la propriété, 31 000 agressions dont 760 mortelles. Chômage et insécurité, pour les sans-emplois et pour les autres.

En Suisse, la Ligue uranaise contre la tuberculose s'inquiète de la progression rapide des maladies pulmonaires — 42% en six ans — dans le canton, qu'elle impute au trafic de transit. Un diagnostic attesté par une étude autrichienne portant sur les riverains du col du Brenner. La sécurité, c'est aussi le droit à l'intégrité corporelle et la lutte contre les violences engendrées par le libre-échange. ■